



Retrait de la Loi Travail

Amplifions la contestation !

Les rafistolages du gouvernement apportés à la loi El Khomri n'ont pas désamorcé la colère, car l'essentiel demeure. Il y a tout d'abord la colère à l'encontre de ce gouvernement qui se prétendait « de gauche » mais s'est empressé d'aller au-devant de tous les désirs du patronat. Comme dit un slogan imaginé par les jeunes, « **Rose promise, chômdu** ». Résultat : « **ça sent le Gattaz, ça va péter** », scandaient-ils dans les manifestations. Souhaitons-le !

Pour les salariés, que les étudiants ont ici et là commencé à contacter, il est vital de continuer à se mobiliser contre cette loi Travail. Le comble du cynisme consiste à vouloir nous faire avaler qu'il faut faciliter les licenciements pour créer des emplois. Comme si les licenciements, fermetures de sites, suppressions massives de postes dans la fonction publique ces dernières années n'attestaient pas le contraire. Les patrons licencient pour mieux exploiter ceux qui restent.

Personne n'est dupe !

Au-delà de la loi Travail, ce sont bien d'autres colères qui se sont exprimées. Contre l'exploitation débridée et les chantages que nous subissons partout, ceux que les patrons imposent et que le gouvernement « de gauche » veut autoriser, légaliser et amplifier. « *Comment ai-je pu voter pour eux ?* » répètent des salariés dans toutes les

entreprises.

Rappelons toutes les mesures prises depuis le début du quinquennat Hollande : des accords de compétitivité et de flexibilité en 2012 aux lois Macron, en passant par tous les crédits d'impôt et exonérations en milliards aux plus gros licenciés du pays. C'est précisément cela dont les salariés ne veulent plus.

La mobilisation continue et doit s'amplifier

Les étudiants restent mobilisés, dans toutes les universités de France. Ils montent des comités de mobilisation, ils se coordonnent. Des contacts sont pris entre les jeunes, les cheminots et les salariés de nombreuses entreprises. C'est ce qu'il faut généraliser : que, partout où c'est possible, les jeunes aillent voir les salariés ; que, réciproquement, les salariés s'invitent aux assemblées générales étudiantes pour discuter et se retrouver lors de journées de mobilisation.

Alors jeudi 24 mars, jour de présentation du projet de loi en Conseil des ministres, rejoignons les jeunes (à 12h30 carrefour Tourny, à Limoges).

Et préparons la journée nationale de grève du 31 mars, tous ensemble, pour exiger le retrait de la loi Travail ! Et que cette journée soit suivie d'une véritable offensive contre tout ce que tente de nous imposer le gouvernement !

Comme toutes les guerres, le terrorisme est un acte barbare !

Le NPA dénonce les attentats terroristes de Bruxelles qui ont fait des dizaines morts. Nous exprimons notre solidarité avec les victimes, leurs proches. Cette violence qui frappe aveuglément la population est insupportable, elle indignée, révolte et crée un profond désarroi tant elle semble sans issue ni réponse. Elle vise à créer un engrenage irréversible de terreur et de violence en semant la haine et la peur. Elle prétend s'en prendre aux Etats, mais ce n'est pas eux qu'elle frappe mais des individus désarmés, victimes expiatoires de crimes qu'ils n'ont pas commis.

Ces ignobles attentats permettent aux Etats de justifier leur politique sécuritaire au moment même où l'Europe se hérise de frontières pour refouler les milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui fuient la misère et la guerre. Misère et guerre engendrées à la fois par les Daesch et les dictatures locales soutenues par les bombes des pays impérialistes.

Il n'y aura pas de solution contre le terrorisme tant que l'immense catastrophe humanitaire qui se déroule au Moyen-Orient perdure !

A la SNCF aussi, réforme du code du travail

Après la grève de 9 mars, massivement suivie à la SNCF, les travailleurs du rail remettent ça le 31 avec l'ensemble des salariés contre leur « décret-socle » en préparation, une mouture identique à la loi Travail. Entre 11 et 21 repos en moins annuellement, un temps de travail annuel augmenté de 39h, suppression des repos doubles (2 jours accolés) et mise en réserve du personnel, donc planning de travail aléatoire, et suppressions de primes diverses.

Et cynisme en plus, le gouvernement et la Direction de la SNCF ont déjà calculé que si cette « réforme » passe, ce sera **10 000 suppressions de postes en 4 ans** ! Raison de plus de leur faire ravalé ce décret-socle, comme la loi Travail !

PSA : un avant-goût de la loi travail !

A Rennes, la direction de PSA tente de négocier par le chantage au chômage pour 2019, un accord d'entreprise dit de « compétitivité » consistant à poursuivre le blocage des salaires jusqu'en 2019, la suppression de primes et des congés d'ancienneté. En échange, la direction promet l'arrivée d'un nouveau véhicule en 2019. Genre, serrez-vous la ceinture, on verra après !

Alors que le groupe PSA vient tout juste d'annoncer 1,2 milliards d'euros de bénéfice pour 2015, après avoir soldé ses dettes, cela en dit long sur ce que serait la loi Travail appliquée à toutes les entreprises. Pour l'instant, les travailleurs de PSA ne s'en laissent pas conter et sont d'autant plus motivés pour descendre dans la rue le 31.

Salaires bloqués, ras-le-bol !

Après six ans de blocage des salaires, (de 7 à 8% de perte de pouvoir d'achat), le gouvernement annonce une augmentation des salaires des fonctionnaires de 0,6 % en juillet prochain, suivie de la même ridicule aumône six mois plus tard. Un « dégel » dû au réchauffement du climat social avec les manifestations contre la loi travail ? Si ridicule que ça montre plutôt que ça ne chauffe pas encore assez. Les fonctionnaires ont reçu la nouvelle comme une véritable insulte.

Cela ne peut qu'ajouter à la colère. En plus du retrait de la « loi Travail », nous pourrions bien mettre aussi en avant l'augmentation générale des salaires, de 300 euros minimum pour tous, si la contestation s'étend en grève générale !

Nucléaire, non merci !

Ségolène Royal se déclare « prête à donner son feu vert au prolongement de 10 ans de la durée des centrales nucléaires françaises ». Leur durée de vie initialement prévue était de 30 ans ; elle a déjà été prolongée à 40 ans ; elle passerait ainsi à 50 ans.

Quand la ministre ajoute que ces centrales « sont déjà amorties, donc produiront une électricité meilleur marché », elle ment délibérément. La cour des comptes chiffre d'ores et déjà à 100 milliards d'euro le coût des travaux de maintenance et de remise à niveau. Sans compter le coût du démantèlement des centrales en fin de vie et l'insoluble problème des déchets : chercher à faire croire que le nucléaire est une énergie bon marché est une escroquerie.

Mais le pire est le danger encouru par les populations en cas d'accident et par les salariés, en particulier sous-traitants, lors de leurs interventions. Dangers démultipliés avec le vieillissement des réacteurs.

Union Européenne – Turquie : deal de la honte

La plupart des migrants débarquant sur les îles grecques seront renvoyés vers la Turquie. L'Europe des barbelés se débarrasse ainsi d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient des zones de guerre et de misère, comme beaucoup d'entre nous le feraient si la France était dévastée comme l'est la Syrie.

Pour Hollande, Merkel et consorts, peu importe que le gouvernement de la Turquie prenne toujours plus des allures de dictature : les villes kurdes sont détruites au mortier par l'armée, les journalistes et opposants emprisonnés...

En échange de quelques milliards offerts à Erdogan, les dirigeants de l'Union Européenne demandent à la Turquie de se transformer en gigantesque camp de concentration pour migrants, et d'y jouer les matons aux frontières de l'Europe, comme ils l'avaient déjà fait avec la Libye de Kadhafi.

Des dizaines de milliards sont ainsi consacrés à fermer les frontières, à payer des polices privées et des navires militaires faisant la chasse aux bateaux pneumatiques... tout en transformant la Méditerranée en cimetière. Des dizaines de milliards qui pourraient tout simplement servir à l'accueil des réfugiés. Honte aux chefs d'État qui, par simple lâcheté face aux démagogues d'extrême droite, instaurent un nouvel apartheid en interdisant l'entrée aux réfugiés.